

Comptes annuels SSR

Rapport sur la situation financière

Chiffres en bref

Le commentaire ci-après porte sur les comptes annuels de la maison mère.

		2013	2012
Résultat d'entreprise	CHF mio	20,1	- 117,4
Produit d'exploitation	CHF mio	1 615,5	1 634,6
Charges d'exploitation	CHF mio	1 596,5	1 748,1
Entrées de fonds liées à l'exploitation	CHF mio	- 78,7	82,6
Acquisition d'immobilisations corporelles	CHF mio	75,8	62,8
Effectif postes	à plein temps	5 017	4 943
	personnes	6 069	6 077
Redevances de réception par foyer (TVA comprise)	CHF par an	462	462
Radio		169	169
Télévision		293	293
Volume de diffusion radio des quatre régions linguistiques	en heures	156 669	159 730
Productions maison		37 958	38 831
Productions de tiers		94 978	98 297
Reprises		23 733	22 602
Productions maison	en %	24,2	24,3
Productions de tiers		60,6	61,5
Reprises		15,1	14,2
Volume de diffusion télévision des quatre régions linguistiques	en heures	63 963	64 942
Productions maison		9 572	9 586
Productions de tiers		14 465	15 209
Reprises		39 926	40 147
Productions maison	en %	15,0	14,8
Productions de tiers		22,6	23,4
Reprises		62,4	61,8

Commentaire du compte de résultat

L'entreprise SSR (sans ses filiales) a clos l'exercice 2013 avec un excédent de 20 millions de francs. Les données de mesure de l'audience tv, qui n'étaient pas encore disponibles au début de l'exercice, ont eu un effet clairement négatif sur les recettes publicitaires. Bien que nombreuses au second semestre, les commandes n'ont plus suffi à compenser cette baisse. Les recettes publicitaires ont chuté de 11 millions de francs par rapport à l'exercice précédent alors que celles de la redevance ont enregistré une hausse modérée.

Plus que jamais, la SSR a rempli son mandat de service public grâce au mois thématique sur l'histoire suisse, à une hausse des productions maison, à davantage d'informations sur les autres régions linguistiques et à une nouvelle amélioration des prestations pour handicapés sensoriels. Elle a pu économiser sur les dépenses de production grâce à des contrôles des coûts stricts et à des gains d'efficacité. Les grands événements sportifs tels que les Jeux Olympiques ou les coupes d'Europe ou du monde de football grèvent les coûts de personnel et de production lors des années paires. Etant donné qu'ils n'ont pas eu lieu en 2013, les dépenses dans ce domaine ont été réduites de 11 millions de francs par rapport à 2012.

Concernant la caisse de pension CPS de la SSR, le changement de primauté et l'abaissement du taux technique, qui avaient pesé sur l'exercice de l'année précédente à hauteur de 160 millions de francs, ont été réalisés comme prévu. La CPS est ainsi parfaitement armée pour l'avenir et pourra désormais mieux réagir aux fluctuations des marchés de placements. La SSR a profité des taux bas pour racheter un prêt déjà contracté à de meilleures conditions: au total, les charges d'intérêts ont été réduites de 3 millions de francs l'an passé. Les investissements ont été financés par les flux de trésorerie; avec un taux de fonds propres de 41,6 %, le niveau de la base de fonds propres reste solide.

En 2014, la SSR couvre largement les grands événements sportifs comme les Jeux Olympiques de Sotchi, la Coupe du monde de football au Brésil et les Championnats d'Europe d'athlétisme à Zurich sur ses canaux tv, radio et Internet. Elle prévoit néanmoins d'afficher également un résultat équilibré grâce à une planification financière et à des mesures d'économie strictes.

Redevances de réception

Nombre de payeurs Etat au 31 décembre	2013	2012
Radio à titre privé	2 834 497	2 806 606
Radio à titre professionnel	46 119	45 197
Radio à titre commercial I - III	64 244	63 791
Total radio	2 944 860	2 915 594
Radio à titre privé	2 893 850	2 859 620
Radio à titre professionnel	9 655	9 568
Radio à titre commercial I - III	26 924	26 848
Total télévision	2 930 429	2 896 036

La tendance engagée au cours de l'exercice précédent se confirme. Le nombre de payeurs a continué de progresser de 1,1% au total en 2013, ce qui a valu à la SSR des recettes supplémentaires de 15,1 millions de francs.

Le taux de croissance le plus fort (+1,8%) a été une fois de plus enregistré par la redevance professionnelle (+16,0% en 2012), ainsi que par la redevance privée et par la redevance commerciale, respectivement en hausse de 1,1% (+1,2% en 2012) et 0,6% (+3,5% en 2012).

Marché publicitaire

Après l'insécurité perceptible sur les marchés financiers au cours de l'année 2012, la performance publicitaire brute (0,6%) a une nouvelle fois légèrement reculé au cours de l'exercice passé. A l'instar des dernières années, les médias électroniques ont poursuivi leur croissance tandis que les supports imprimés traditionnels ont continué à perdre de précieuses parts de marché. Au final, les dépenses publicitaires brutes se sont élevées à quelque 4808,7 millions de francs.

Les ventes de médias électroniques ont poursuivi leur ascension pour la onzième année consécutive. Au total, la publicité a dégagé 1968,6 millions de francs (1916,8 millions en 2012) de recettes, soit une hausse de 2,7%. Avec une croissance de 1,1% en 2013, le groupe de médias tv est le principal vecteur de cette progression. Concrètement, cette hausse s'est établie à 16,9 millions de francs en 2013, une somme toutefois en net recul par rapport aux 69,6 millions de francs dégagés en 2012.

Le total des dépenses publicitaires pour la télévision s'élève à 1537,7 millions de francs. Selon les statistiques publicitaires brutes publiées par Media Focus, la SSR a dégagé, par l'intermédiaire de ses chaînes de télévision, des recettes publicitaires de l'ordre de 498,9 millions de francs (518,2 millions de francs en 2012). Si la part de marché intramédiale a fléchi de 3,7% au cours de l'exercice clôturé, elle a néanmoins atteint 32,4%.

L'ensemble des recettes publicitaires publiées dans le présent rapport s'entend net (après déduction des provisions, taxes, etc.).

Comparaison pluriannuelle

CHF mio	2013	2012	2011	2010	2009
Redevances radio/tv	1 203,2	1 188,0	1 175,2	1 169,0	1 153,3
Recettes commerciales	348,5	360,2	388,2	376,8	344,6
Autres recettes	63,8	86,5	64,2	71,7	66,5
Diminution de recettes	-0,0	-0,1	17,8	-4,8	-1,3
Produit d'exploitation	1 615,5	1 634,6	1 645,4	1 612,7	1 563,1
Charges de personnel	-673,9	-814,0	-662,3	-685,9	-681,2
Charges programme et production	-592,9	-604,4	-589,8	-558,1	-557,2
Autres charges d'exploitation	-249,9	-249,9	-265,4	-289,6	-289,0
Amortissements et corrections de valeur	-79,8	-79,8	-97,5	-78,9	-80,7
Charges d'exploitation	-1 596,5	-1 748,1	-1 615,0	-1 612,5	-1 608,1
Résultat d'exploitation	19,0	-113,5	30,4	0,2	-45,0
Résultat financier	1,1	-3,9	-4,6	-12,5	-1,7
Résultat d'entreprise	20,1	-117,4	25,8	-12,3	-46,7

Commentaire du bilan

La somme de bilan de la SSR a diminué de 165,1 millions de francs par rapport à 2012 pour s'établir à 1 150,7 millions de francs fin 2013 (1 315,8 millions en 2012).

La variation de l'actif circulant (-161,4 millions de francs) est presque entièrement compensée par un changement au niveau des provisions à court terme (-164,5 millions de francs), consistant en un transfert vers la Caisse de pension dans le cadre du changement de primauté et de l'ajustement du taux d'intérêt technique. Le solde des fonds étrangers à court terme est aussi presque entièrement compensé par la variation des fonds étrangers à long terme, puisqu'il s'agit du refinancement du prêt contre reconnaissance de dette de PostFinance. Ce prêt de 270,0 millions de francs a été remplacé par un nouveau prêt de 250,0 millions de francs.

Ratios

Maison mère	31.12.2013	31.12.2012
Current Ratio		
Actifs circulants en % des capitaux étrangers à court terme	110,4%	71,5%
Intensité de placement		
Actifs immobilisés en % du total du bilan	63,9%	56,2%
Couverture des actifs immobilisés I		
Capitaux propres en % des actifs immobilisés	65,2%	62,1%
Couverture des actifs immobilisés II		
Capitaux propres et capitaux étrangers à long terme en % des actifs immobilisés	105,3%	68,9%
Coefficient d'autofinancement		
Capitaux propres en % du total du bilan	41,6%	34,9%

Les changements au niveau des ratios s'expliquent par l'utilisation et donc le transfert de provisions au profit de la Caisse de pension SRG SSR et par le refinancement du prêt contre reconnaissance de dette. De par leur importance se chiffrant en millions de francs, ces deux facteurs modifient considérablement les éléments nécessaires au calcul des ratios, à savoir la somme de bilan, les actifs circulants, les capitaux étrangers (aussi bien à court qu'à long terme) et les capitaux propres.

Comptes annuels maison mère 2013

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2013	2012
Redevances radio/tv	M 1	1 203 165	1 188 049
Recettes commerciales	M 2	348 485	360 192
Autres recettes	M 3	63 765	86 509
Diminution de recettes	M 4	50	-174
Produit d'exploitation		1 615 465	1 634 576
Charges de personnel	M 5	673 903	814 014
Charges programme et production	M 6	592 945	604 361
Autres charges d'exploitation	M 7	249 857	249 905
Amortissements et corrections de valeur	M 8	79 810	79 803
Charges d'exploitation		1 596 515	1 748 083
Résultat d'exploitation		18 950	-113 507
Résultat financier	M 9	1 171	-3 928
Résultat d'entreprise		20 121	-117 435

M = comptes annuels maison mère, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2013	2012
Liquidités	M 10	206 441	382 586
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	M 11	24	361
Créances résultant de livraisons et de prestations	M 12	39 238	42 200
Autres créances	M 13	5 175	5 339
Comptes de régularisation actifs	M 14	29 329	14 969
Stocks	M 15	135 243	131 370
Actifs circulants		415 450	576 825
Immobilisations corporelles	M 16	629 415	631 422
Immobilisations financières	M 17	94 977	97 978
Immobilisations incorporelles	M 18	10 838	9 586
Actifs immobilisés		735 230	738 986
ACTIFS		1 150 680	1 315 811
Dettes financières à court terme	M 19	609	270 246
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M 20	77 984	79 111
Encaissement anticipé de la redevance	M 21	188 497	183 676
Autres dettes	M 22	41 027	32 456
Comptes de régularisation passifs	M 23	62 218	70 434
Provisions à court terme	M 24	5 889	170 436
Capitaux étrangers à court terme		376 224	806 359
Dettes financières à long terme	M 25	250 000	-
Provisions à long terme	M 26	45 218	50 335
Capitaux étrangers à long terme		295 218	50 335
Capitaux étrangers		671 442	856 694
Réserve de base		480 000	480 000
Pertes cumulées / réserves provenant de bénéfices		-20 883	96 552
Résultat d'entreprise		20 121	-117 435
Capitaux propres		479 238	459 117
PASSIFS		1 150 680	1 315 811

M = comptes annuels maison mère, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2013	2012
Résultat d'entreprise		20 121	- 117 435
Amortissements	M 8	79 338	79 289
Corrections de valeur	M 8	472	514
Diminution papiers-valeurs et autres placements à court terme	M 11	337	2 444
Diminution créances résultant de livraisons et de prestations	M 12	2 962	- 11 934
Diminution autres créances	M 13	164	325
Augmentation comptes de régularisation actifs	M 14	- 14 360	2 697
Augmentation stocks	M 15	- 3 873	- 5 698
Augmentation dettes	M 19	363	246
Diminution engagements découlant de livraisons et de prestations	M 20	- 1 127	- 834
Augmentation encaissement anticipé redevance	M 21	4 821	19 071
Augmentation autres dettes	M 22	8 571	- 3 335
Diminution comptes de régularisation passifs	M 23	- 8 216	4 537
Diminution provisions à court terme	M 24	- 164 547	160 904
Diminution provisions à long terme	M 26	- 5 117	- 22 477
Autres charges sans incidence sur le fonds		1 402	-
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		- 10	- 25 741
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles		3	6
Flux de fonds liés à l'exploitation		- 78 696	82 580
Acquisition d'immobilisations corporelles		- 75 769	- 62 807
Vente d'immobilisations corporelles		11	111 357
Vente de titres et de participations		-	11
Prêt accordé	M 17	- 38 546	- 71 500
Remboursement d'un prêt	M 17	41 546	74 000
Acquisition d'immobilisations incorporelles	M 18	- 4 691	- 5 140
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		- 77 449	45 921
Free cashflow		- 156 145	128 501
Prêt contre reconnaissance de dette	M 25	250 000	-
Remboursement prêt contre reconnaissance de dette	M 19	- 270 000	- 80 000
Flux de fonds liés aux opérations de financement		- 20 000	- 80 000
Variation des fonds		- 176 145	48 501
Liquidités au 1er janvier		382 586	334 085
Liquidités au 31 décembre		206 441	382 586
Variation des fonds		- 176 145	48 501

M = comptes annuels maison mère, annexe

Le **free cashflow** négatif est intégralement imputable au transfert de 160,2 millions de francs à la Caisse de pension SSR, réalisé dans le cadre du changement de primauté et de l'abaissement du taux technique. Sans cet effet exceptionnel, la maison mère aurait affiché un free cashflow positif de 4,2 millions de francs.

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Réserve de base	Réserve prov. de bénéfices/ pertes cumulées	Résultat d'entreprise	Total
Solde au 1er janvier 2012	480 000	70 802	25 750	576 552
Réimputation résultat 2011	-	25 750	-25 750	-
Résultat d'entreprise 2012	-	-	-117 435	-117 435
Solde au 31 décembre 2012	480 000	96 552	-117 435	459 117
Réimputation résultat 2012	-	-117 435	117 435	-
Résultat d'entreprise 2013	-	-	20 121	20 121
Solde au 31 décembre 2013	480 000	-20 883	20 121	479 238

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels de la maison mère (clôture individuelle) et des comptes du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne (ci-après SSR), sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels de la maison mère et ceux du groupe donnent une image du patrimoine, de la situation financière et des résultats conforme à la réalité (true and fair view).

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et la comptabilité des diverses sociétés du groupe sont tenues en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses le jour de la transaction. Les bénéfices et les pertes de cours résultant des transactions en monnaies étrangères sont donc pris en considération dans le compte de résultat.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés ne sont utilisés qu'à des fins de sûreté. Des directives internes définissent la nature, le volume et les limites de ce type de transactions. Le jour de clôture, les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan (parmi les engagements financiers ou les autres placements à court terme) à la valeur de marché et les fluctuations de valeur sont portées au compte de résultat.

Participations

Principales participations directes de la maison mère SSR au 31 décembre 2013:

Sociétés du groupe	2013	2012
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 millions Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs tv suisses et étrangers	100%	100%
Schweizerische Teletext AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 million Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 million Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%
Publisuisse SA, Berne Capital actions CHF 4,5 millions Commercialisation de la publicité tv et sponsoring	99,8%	99,8%

La liste complète des entités associées et des autres participations figure dans l'annexe des comptes de groupe (G 36).

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SRG SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Un commentaire détaillé figure à l'annexe des comptes du groupe 2013.

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère et aux comptes du groupe est celui du prix d'acquisition ou de production, fondé sur le principe de l'évaluation individuelle des actifs et des passifs.

A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. S'il y a diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Toute augmentation qui pourrait intervenir ultérieurement si la dépréciation d'actif ne devait pas se réaliser (ou partiellement seulement) aurait aussi un effet sur le résultat. Le goodwill, qui ne peut être imputé, constitue une exception.

Liquidités

Les liquidités englobent la caisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités, comme les placements et les dépôts à vue dont l'échéance ne dépasse pas 90 jours. L'évaluation intervient à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Titres facilement réalisables sur le marché, les papiers-valeurs constituent des réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de Bourse valable à la clôture du bilan. Les placements affichant une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi activés sous cette rubrique et évalués à la valeur nominale.

Entrent également dans cette catégorie les instruments financiers dérivés avec une valeur de remplacement positive et qui servent à la couverture des risques liés aux monnaies étrangères.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions non satisfaites à l'égard de tiers; elles sont affichées à la valeur nominale, après déduction des ajustements de valeur. Une fois les ajustements individuels déduits, un ajustement de valeur forfaitaire de 2% (valeur empirique) est calculé sur le total pour le risque général lié aux créances douteuses et aux intérêts.

Stocks

Les stocks sont activés à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes tv (productions maison et productions de tiers, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises.

Les coûts d'acquisition ou de fabrication des stocks de programmes tv sont activés et amortis dans leur intégralité après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks activés est réexaminée en permanence; les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés intégralement au compte de résultat. Les droits de diffusion et les préproductions radiophoniques ne sont pas inscrits à l'actif en vertu du principe d'importance relative.

Sont également comptabilisées sous ce poste, en plus des stocks proprement dits, les avances aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements nécessaires. Les immobilisations en construction comprennent les coûts de projet activables. Les charges non activables et les intérêts sont imputés au compte de résultat en fonction de la période et du type de charges. Les achats à concurrence de 5000 francs et le mobilier ne sont pas inscrits au bilan, mais ils sont imputés directement au compte de résultat.

Outre les stocks d'inventaire proprement dits, les actifs immobilisés comprennent les avances aux fournisseurs.

Les amortissements sont effectués en fonction de la valeur d'acquisition et de la valeur de production, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

– Bâtiments	5 à 50 ans
– Moyens de production	5 à 10 ans
– Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans
– Informatique	3 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont saisies aux coûts d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des corrections de valeur cumulés. Ne sont activées que les valeurs qui procurent des avantages économiques mesurables sur plusieurs années. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs des filiales, jamais dans ceux de la maison mère. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée (en général 3 à 5 ans). Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme les stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme recouvrent les titres sans caractère de participation, achetés à des fins de placement à longue échéance, les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont activés à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, compte tenu d'éventuels ajustements pour couvrir les pertes de valeur durables ou le risque de solvabilité. Les participations sont activées au prix d'acquisition, compte tenu d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements ouverts sont saisis à la valeur nominale. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également saisis à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Comme la redevance est facturée une seule fois par an et que le processus ordinaire veut qu'elle soit acheminée vers la SSR, une partie a déjà été encaissée pour l'année suivante. Elle est considérée comme un encaissement anticipé (position au passif).

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. L'événement doit avoir eu lieu avant la date du bilan.

Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées que s'il existe un plan de restructuration détaillé (mis en oeuvre ou annoncé). Le solde temps à long terme du personnel est porté au passif dans les provisions du personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. En raison de l'exonération fiscale de la maison mère, les impôts différés concernent uniquement les comptes de groupe.

On distingue les provisions à court terme des provisions à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme celles dont l'échéance prévisible est à 12 mois. Dès lors que l'échéance prévisible dépasse 12 mois, la provision est considérée à long terme.

Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les postes sont actualisés au taux de 1%. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire.

Recettes

Les redevances radio/tv sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société Billag, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication. Les recettes commerciales et les autres recettes contiennent toutes les recettes liées aux affaires radio/tv relatives à la période sous revue.

Annexe

Explications

M1 Redevances radio/tv

CHF 1000	2013	2012
Redevances télévision	758 932	749 526
Redevances radio	444 233	438 523
Total	1 203 165	1 188 049

L'augmentation de recettes issues de la **redevance** de 15,1 millions (+12,9 millions en 2012) s'explique essentiellement par le nombre en constante augmentation de redevances encaissées (redevance privé +1,1%).

M2 Recettes commerciales

CHF 1000	2013	2012
Publicité	248 032	259 179
Sponsoring	55 190	55 786
Programme	45 263	45 227
Total	348 485	360 192

Les **recettes publicitaires** continuent de se tasser et enregistrent un recul de 11,1 millions (-20,6 millions en 2012). Les bons résultats du second semestre n'ont pas permis de compenser le moins-perçu du premier semestre imputable aux chiffres d'audience tv manquants en début d'année.

M3 Autres recettes

CHF 1000	2013	2012
Contributions	20 287	19 269
Prestations de services	34 948	33 563
Autres produits d'exploitation	8 530	33 677
Total	63 765	86 509

Les **contributions**, qui apparaissent dans les « autres recettes » et qui se composent pour l'essentiel de subventions fédérales aux programmes et aux émissions à destination de l'étranger, sont en hausse de 1,0 million par rapport à 2012 (-4,0 millions). La SSR s'est vu octroyer davantage de subventions pour le renforcement de la coopération avec 3sat et TV5.

Le produit des **prestations de services** continue de progresser. Ce poste enregistre une hausse de 1,4 million (+3,0 millions en 2012) principalement imputable aux indemnités de droit d'auteur pour rediffusion plus élevées.

Le recul de 25,1 millions des **autres produits d'exploitation** (+23,3 millions en 2012) s'explique en grande partie par la réalisation de l'immeuble de la Giacomettistrasse, à Berne, en 2012.

M4 Diminutions de recettes

CHF 1000	2013	2012
Diminutions	50	- 174
Total	50	- 174

Les **diminutions de recettes** affichent une variation minimale, principalement imputable à la modification du ducroire.

M5 Charges de personnel

CHF 1000	2013	2012
Salaires	539 514	536 536
Indemnités	20 939	22 579
Prestations sociales	95 867	237 867
Autres charges de personnel	17 583	17 032
Total	673 903	814 014

Les **salaires** ont enregistré une hausse de 3,0 millions au cours de l'exercice clôturé (+11,6 millions en 2012). Les dépenses supplémentaires d'un total de 5,2 millions de francs dues aux mesures salariales individuelles, à l'extension structurelle des services centraux et aux paiements de compensation découlant de la suppression du forfait journaliste, sont principalement atténuées par la mise en œuvre de mesures de restructuration. Les **indemnités** reculent de 1,6 million (-2,4 millions en 2012). Cette baisse résulte de deux éléments: d'une part, de la réévaluation de la prime de fidélité qui a entraîné une hausse de 1,1 million et, d'autre part, de la perte de l'effet spécial de l'exercice précédent lié à la première comptabilisation du congé de développement des cadres d'un montant de 2,5 millions.

Après l'accroissement massif des **prestations sociales** en 2012 s'expliquant par la constitution d'une provision de 143,3 millions nets en vue du changement de primauté de la Caisse de pension et de la modification du taux d'intérêt technique, celles-ci ont reculé de 142,0 millions (+143,0 millions en 2012).

M6 Charges programme et production

CHF 1000	2013	2012
Indemnités artistes et auteurs	29 861	32 188
Droits d'auteur	102 366	112 201
Productions de tiers et commandes	351 456	362 925
Charges de liaisons et de lignes	95 973	96 187
Charges diverses programme et production	10 038	11 256
Variation des stocks de programmes	3 251	- 10 396
Total	592 945	604 361

Les **indemnités pour les artistes et les auteurs** ont pu être réduites de 2,3 millions par rapport à 2012 (+0,4 million) grâce à la mise en œuvre de mesures d'économies.

La diminution de 9,8 millions (+12,5 millions en 2012) des **droits d'auteur** s'explique par l'absence de grandes manifestations sportives. Dans le domaine de l'acquisition des droits de diffusion d'événements sportifs, la SSR a enregistré, en 2013, une baisse de 10,7 millions.

Dans le domaine des **productions de tiers et des commandes**, la SSR enregistre un recul de 11,5 millions (+17,8 millions en 2012). Ce repli s'explique principalement par la tendance actuelle à revenir aux productions maison, d'où une chute des productions achetées à des tiers.

Les **charges diverses programme et production** sont en recul de 1,2 million (+0,9 million en 2012), ce qui est essentiellement dû à la baisse de près de 1,4 million des dépenses consacrées à l'acquisition d'équipements.

M7 Autres charges d'exploitation

CHF 1000

	2013	2012
Entretien et remplacement	49 446	46 866
Frais administratifs et publicité	64 850	59 284
Communication, logistique et frais	48 262	51 860
Autres charges	87 299	91 895
Total	249 857	249 905

Les **charges d'entretien et de remplacement** ont crû de 2,6 millions (+2,6 millions en 2012). Environ la moitié de ces dépenses supplémentaires (1,7 million) a été consacrée à l'entretien, à la maintenance et à l'achèvement de constructions de base et d'aménagements à des fins de location effectués dans les bâtiments. Près de 0,7 million de ces dépenses supplémentaires ont été affectés à des changements et à des remplacements dans le secteur informatique (passage à Windows 7).

Les **frais administratifs et de publicité** généraux ont augmenté de 5,6 millions (+3,8 millions en 2012) en raison des dépenses supplémentaires en frais publicitaires avec contreparties (+2,5 millions), de la hausse des coûts de licences logicielles (+1,6 millions) et des provisions dissoutes en 2012 pour les coûts de vacance (+1,8 million).

L'absence de grandes manifestations sportives a entraîné une réduction de l'ordre de 2,6 millions des frais généraux versés aux collaborateurs. Si l'on y ajoute le recul des dépenses pour les redevances et les licences (-0,7 million), les **charges de communication, logistique et frais** ont diminué au total de 3,6 millions (-0,7 million en 2012).

Les **autres charges** ont reflué de 4,6 millions (-8,4 millions en 2012), ce qui s'explique par la suppression des coûts liés, dans le bilan précédent, à la réalisation du bâtiment de la Giacomettistrasse (-2,4 millions), et par les réductions de frais diverses réalisées sur les projets en cours.

M8 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000

	2013	2012
Amortissements prévus immobilisations corporelles	75 361	77 027
Dépréciations immobilisations corporelles	472	514
Immobilisations corporelles	75 833	77 541
Dépréciations immobilisations financières	-	-
Immobilisations financières	-	-
Amortissements prévus valeurs incorporelles	3 977	2 262
Valeurs incorporelles	3 977	2 262
Total	79 810	79 803

Les amortissements prévus des **immobilisations corporelles** ont diminué de 0,6 million pour les bâtiments, de 0,4 million pour les moyens de production et de 0,2 million pour les autres immobilisations corporelles. Les amortissements prévus des **valeurs incorporelles** affichent en revanche une hausse de 1,7 million qui s'explique essentiellement par le lancement de la nouvelle plate-forme Internet de SRF en 2012. L'écart total entre les amortissements et les corrections de valeur reste quant à lui largement inchangé (-17,6 millions en 2012).

M9 Résultat financier

CHF 1000	2013	2012
Produits financiers	10 862	10 036
Charges financières	-9 691	-13 964
Total	1 171	-3 928

Le remboursement du prêt et le recours à des capitaux étrangers à un taux d'intérêt plus intéressant ont permis de réduire les intérêts du capital emprunté de 3,0 millions par rapport à 2012, ce qui a eu un effet bénéfique sur les charges financières. Le **résultat financier** net a crû de 5,1 millions (+0,8 million en 2012), renouant ainsi pour la première fois depuis des années avec les chiffres noirs.

M10 Liquidités

CHF 1000	2013	2012
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	206 331	382 491
Fonds assimilés à des liquidités	110	95
Total	206 441	382 586

Le niveau des **liquidités** a chuté de 176,1 millions (+48,5 millions en 2012). Pour un complément d'information, voir le tableau de financement de la maison mère.

M11 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2013	2012
Instruments financiers dérivés	18	361
Papiers-valeurs	6	-
Total	24	361

Les chiffres détaillés concernant les **instruments financiers dérivés** se trouvent en annexe, au point M 28. Les actions de MCH Messe Basel, qui seront cédées en 2014, figurent sous la rubrique **papiers-valeurs** (estimées au prix actuel du marché). Ces actions figuraient jusqu'à présent sous la rubrique Autres participations (voir M 17 de l'annexe de la maison mère).

M12 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2013	2012
Tiers	14 892	16 100
Sociétés du groupe	25 607	28 069
Sociétés proches	569	10
Corrections de valeur	-1 830	-1 979
Total	39 238	42 200

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** sont en baisse de 3,0 millions (+11,9 millions en 2012), en raison principalement de la diminution des créances envers les sociétés du groupe (-2,5 millions).

M 13 Autres créances

CHF 1000

	2013	2012
Tiers	5 175	5 339
Total	5 175	5 339

Le fléchissement de 0,2 million des **autres créances** (-0,3 million en 2012) reste dans la norme admise par la SSR.

M 14 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000

	2013	2012
Tiers	28 079	14 844
Sociétés du groupe	1 250	125
Total	29 329	14 969

Les **comptes de régularisation actifs** affichent une progression de 14,4 millions (-2,7 millions en 2012), du fait d'entrées avant le jour de référence de livraisons et de prestations effectuées durant le nouvel exercice et de la modification de redevances de réception radio et tv non encore encaissées.

M 15 Stocks

CHF 1000

	2013	2012
Paiements anticipés de programmes	26 245	19 155
Productions maison	44 589	49 318
Productions de tiers	64 654	63 943
Corrections de valeur	-976	-1 743
Stocks de programmes	108 267	111 518
Stocks de marchandises	731	697
Stocks	135 243	131 370

Activés uniquement pour les productions tv, les **stocks de programmes** regroupent les productions de tiers et les productions maison non encore diffusées. Ils se sont rétractés de 3,3 millions (+11,6 millions en 2012). Il est renoncé à une activation des émissions radio pour des raisons d'importance relative.

Les **paiements anticipés** se sont accrus de 7,1 millions (-10,5 millions en 2012); 22,2 millions (14,6 millions en 2012) sont imputables aux droits sportifs conclus pour les années à venir.

M16 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2012
Immobilisations en construction et paiements anticipés	45 870	29 551	-224	-27 358	47 839
Terrains	26 951	-	-4 209	-	22 742
Bâtiments	999 503	8 188	-108 474	10 605	909 822
Moyens de production	404 485	20 067	-11 533	3 198	416 217
Informatique	65 879	4 934	-4 299	10 806	77 320
Autres immobilisations corporelles	30 073	447	-2 865	213	27 868
Valeurs d'acquisition	1 572 761	63 187	-131 604	-2 536	1 501 808
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-59	-	-	-	-59
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-390 551	-33 530	18 964	-2	-405 119
Moyens de production	-270 898	-32 271	10 159	-	-293 010
Informatique	-47 042	-8 808	3 657	45	-52 148
Autres immobilisations corporelles	-21 576	-2 418	2 807	-43	-21 230
Amortissements prévus	-730 126	-77 027	35 587	-	-771 566
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-93 816	-	8 757	-	-85 059
Moyens de production	-10 607	-300	1 198	-	-9 709
Informatique	-3 249	-214	59	-	-3 404
Autres immobilisations corporelles	-649	-	1	-	-648
Dépréciations	-108 321	-514	10 015	-	-98 820
Immobilisations en construction et paiements anticipés	45 811	29 551	-224	-27 358	47 780
Terrains	26 951	-	-4 209	-	22 742
Bâtiments	515 136	-25 342	-80 753	10 603	419 644
Moyens de production	122 980	-12 504	-176	3 198	113 498
Informatique	15 588	-4 088	-583	10 851	21 768
Autres immobilisations corporelles	7 848	-1 971	-57	170	5 990
Valeurs comptables nettes	734 314	-14 354	-86 002	-2 536	631 422

CHF 1000	Solde au 01.01.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2013
Immobilisations en construction et paiements anticipés	47 839	35 951	-	-14 275	69 515
Terrains	22 742	-	-	-	22 742
Bâtiments	909 822	4 463	-612	7 876	921 549
Moyens de production	416 217	26 442	-39 295	5 260	408 624
Informatique	77 320	9 190	-16 077	562	70 995
Autres immobilisations corporelles	27 868	495	-1 749	37	26 651
Valeurs d'acquisition	1 501 808	76 541	-57 733	-540	1 520 076
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-59	-	59	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-405 119	-32 475	594	-	-437 000
Moyens de production	-293 010	-31 849	34 324	-	-290 535
Informatique	-52 148	-8 836	14 197	-	-46 787
Autres immobilisations corporelles	-21 230	-2 201	1 615	-	-21 816
Amortissements prévus	-771 566	-75 361	50 789	-	-796 138
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-85 059	-226	47	-	-85 238
Moyens de production	-9 709	-241	3 200	-	-6 750
Informatique	-3 404	-5	1 403	-	-2 006
Autres immobilisations corporelles	-648	-	119	-	-529
Dépréciations	-98 820	-472	4 769	-	-94 523
Immobilisations en construction et paiements anticipés	47 780	35 951	59	-14 275	69 515
Terrains	22 742	-	-	-	22 742
Bâtiments	419 644	-28 238	29	7 876	399 311
Moyens de production	113 498	-5 648	-1 771	5 260	111 339
Informatique	21 768	349	-477	562	22 202
Autres immobilisations corporelles	5 990	-1 706	-15	37	4 306
Valeurs comptables nettes	631 422	708	-2 175	-540	629 415

Les acomptes figurant dans les **immobilisations en construction et paiements anticipés** s'élèvent à 1,4 million (5,5 millions en 2012). Le recul de la valeur inscrite au bilan de 2,2 millions est principalement le fait d'une campagne d'assainissement et de remplacement des moyens de production et des outils informatiques d'une valeur de 1,4 million.

Dans le cadre de l'estimation périodique de la valeur vénale des terrains, une partie de bâtiment sur le site de Zurich a dû être dépréciée (0,2 million). Les autres dépréciations sont imputables à l'obsolescence technologique.

La **valeur d'assurance incendie** des immobilisations corporelles s'élève à 1 489,0 millions (1 417,2 millions en 2012).

M 17 Immobilisations financières

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2012
Prêts	63 556	71 500	-74 000	-	61 056
Participations	37 512	-	-11	-	37 501
Valeurs d'acquisition	101 068	71 500	-74 011	-	98 557
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-579	-	-	-	-579
Amortissements cumulés	-579	-	-	-	-579
Prêts	63 556	71 500	-74 000	-	61 056
Participations	36 933	-	-11	-	36 922
Valeurs comptables nettes	100 489	71 500	-74 011	-	97 978

CHF 1000	Solde au 01.01.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2013
Prêts	61 056	38 546	-41 546	-	58 056
Participations	37 501	-	-1	-	37 500
Valeurs d'acquisition	98 557	38 546	-41 547	-	95 556
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-579	-	-	-	-579
Amortissements cumulés	-579	-	-	-	-579
Prêts	61 056	38 546	-41 546	-	58 056
Participations	36 922	-	-1	-	36 921
Valeurs comptables nettes	97 978	38 546	-41 547	-	94 977

Le prêt en compte courant accordé à la filiale TPC a engendré une diminution nette de 3,0 millions des **prêts** (-2,5 millions en 2012).
 En ce qui concerne les **participations**, la diminution concerne des actions de MCH Messe Basel. Ces actions seront vendues en 2014 et ont donc été reclassées dans les papiers-valeurs des actifs circulants (voir M 11 de l'annexe de la maison mère).

CHF 1000	2013	2012
Prêts aux tiers	10	10
Prêts aux sociétés du groupe	58 046	61 046
Total prêts	58 056	61 056
Sociétés du groupe (participation entre 50% et 100%)	35 882	35 882
Sociétés à participations (participation entre 20% et 49%)	743	743
Autres participations (participation inférieure à 20%)	296	297
Total participations	36 921	36 922
Total immobilisations financières	94 977	97 978

Aperçu des participations, annexe G 36.

M 18 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Solde au 01.01.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2012
Logiciels et licences	21 028	5 140	-40	2 536	28 664
Valeurs d'acquisition	21 028	5 140	-40	2 536	28 664
Logiciels et licences	-16 438	-2 262	40	-	-18 660
Amortissements prévus	-16 438	-2 262	40	-	-18 660
Logiciels et licences	-418	-	-	-	-418
Dépréciations	-418	-	-	-	-418
Logiciels et licences	4 172	2 878	-	2 536	9 586
Valeurs comptables nettes	4 172	2 878	-	2 536	9 586

CHF 1000	Solde au 01.01.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Etat 31.12.2013
Logiciels et licences	28 664	4 691	-292	540	33 603
Valeurs d'acquisition	28 664	4 691	-292	540	33 603
Logiciels et licences	-18 660	-3 977	290	-	-22 347
Amortissements prévus	-18 660	-3 977	290	-	-22 347
Logiciels et licences	-418	-	-	-	-418
Dépréciations	-418	-	-	-	-418
Logiciels et licences	9 586	714	-2	540	10 838
Valeurs comptables nettes	9 586	714	-2	540	10 838

Les entrées de **valeurs incorporelles** s'expliquent en grande partie par la seconde phase de relance des activités web de SRF pour 3,4 millions (4,3 millions en 2012). La hausse des amortissements prévus est elle aussi imputable à cette relance (1,5 million), dont l'amortissement se fait sur trois ans.

M 19 Dettes financières à court terme

CHF 1000	2013	2012
Prêt contre reconnaissance de dette	-	270 000
Instruments financiers dérivés	609	246
Total	609	270 246

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 270,0 millions a été remboursé en deux tranches en 2013 et remplacé par un nouveau prêt de 250,0 millions accordé par PostFinance. Pour davantage d'informations, voir M 25 de l'annexe de la maison mère. Le détail des **instruments financiers dérivés** figure sous le point M 28 de l'annexe.

M 20 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2013	2012
Tiers	61 670	59 027
Sociétés du groupe	14 807	18 258
Sociétés proches	1 507	1 826
Total	77 984	79 111

La baisse de 1,1 million (-0,8 million en 2012) observée au plan des **engagements découlant de livraisons et de prestations** est liée aux opérations réalisées durant l'exercice et se situe au niveau habituel.

M21 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2013	2012
Encaissement anticipé de la redevance	188 497	183 676
Total	188 497	183 676

Comme la **redevance** est facturée une seule fois par an et que le processus ordinaire veut qu'elle soit acheminée à la SSR, une partie a déjà été encaissée pour l'année suivante. Elle est considérée comme un encaissement anticipé (position au passif). Durant l'exercice sous revue, les encaissements anticipés affichent une hausse de 4,8 millions (+19,1 millions en 2012).

M22 Autres dettes

CHF 1000	2013	2012
Tiers	41 027	32 456
Total	41 027	32 456

Les **autres dettes** ont augmenté de 8,6 millions (-3,3 millions en 2012) et sont essentiellement dues à la hausse des acomptes versés par les clients (+6,6 millions), aux factures déjà saisies de nos partenaires sociaux pour les indemnités journalières maladie et accident (+4,1 millions) et au recul des engagements envers les collaborateurs (-1,4 million).

M23 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2013	2012
Tiers	59 438	66 234
Sociétés du groupe	2 780	4 200
Total	62 218	70 434

Par rapport à 2012, les **comptes de régularisation passifs** ont chuté de 8,2 millions (+4,5 millions en 2012). Les raisons premières en sont le recul des régularisations des temps (-2,0 millions) et la baisse considérable des intérêts courus du prêt contre reconnaissance de dette (-3,9 millions) en raison de son refinancement. Les 2,3 millions restants se répartissent sur différents postes de moindre importance.

M24 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 1.1.2012	1 404	7 316	812	9 532
Constitution	160 652	1 912	1 000	163 564
Utilisation	-1 087	-4 893	-34	-6 014
Dissolution	-107	-1 651	-782	-2 540
Reclassification	720	2 188	2 986	5 894
Valeur comptable 31.12.2012	161 582	4 872	3 982	170 436
Constitution	94	2 948	1 225	4 267
Utilisation	-161 201	-2 447	-1 761	-165 409
Dissolution	-281	-1 310	-2 932	-4 523
Reclassification	-100	-1 317	2 535	1 118
Valeur comptable 31.12.2013	94	2 746	3 049	5 889

Les provisions constituées en 2012 (160,2 millions) ont été utilisées subséquemment à l'acceptation du changement de primauté de la Caisse de pension et à l'ajustement du taux d'intérêt technique ayant eu lieu durant l'exercice sous revue. Ces provisions figurent sous la rubrique **personnel et prévoyance**. Le solde de 0,1 million ne comprend plus que les provisions pour paiements de compensation intervenus en cours d'année. Les **provisions de restructuration** ont pratiquement diminué de moitié (2,7 millions contre 4,9 millions en 2012) en raison du plan social élaboré dans le cadre des projets de convergence et d'efficacité.

Les **autres provisions**, de 1,8 million, sont imputables aux litiges juridiques en cours (0,7 million en 2012) et aux travaux de démolition du bâtiment à Genève, dont les frais ont été reclassés sous les provisions à long terme.

M 25 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2013	2012
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	-
Total	250 000	-

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de CHF 270,0 millions a été remboursé en 2013 (voir M 19 de l'annexe de la maison mère) et remplacé par un nouveau prêt de PostFinance sur 10 ans (échéance fin septembre 2023).

M 26 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Total
Valeur comptable 1.1.2012	56 096	2 569	14 147	72 812
Constitution	5 841	54	2 107	8 002
Utilisation	-3 458	-	-801	-4 259
Dissolution	-16 919	-	-3 407	-20 326
Reclassification	-720	-2 188	-2 986	-5 894
Valeur comptable 31.12.2012	40 840	435	9 060	50 335
Constitution	4 422	-	892	5 314
Utilisation	-6 494	-	-1 216	-7 710
Dissolution	-	-13	-1 590	-1 603
Reclassification	100	1 317	-2 535	-1 118
Valeur comptable 31.12.2013	38 868	1 739	4 611	45 218

Les provisions à long terme **personnel et prévoyance** couvrent les soldes temps du personnel et les primes de fidélité à hauteur de 38,9 millions (40,8 millions en 2012). Dans le cadre du calcul actuariel, les primes de fidélité ont été escomptées des taux d'intérêt versés à la Caisse au titre des obligations fédérales (état décembre 2013).

Dans les **autres provisions** figurent plus de 1,7 million pour les litiges juridiques (5,0 millions en 2012) et 2,3 millions pour la remise en état de bâtiments loués (3,6 millions en 2012).

Autres indications

M 27 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

Arrivé à échéance en 2011, le Pacte de l'audiovisuel a été reconduit pour quatre ans. Le contrat signé par la SSR et différentes associations cinématographiques suisses se traduit par une obligation d'acceptation de 44,6 millions (66,9 millions en 2012) pour les deux prochaines années. La Business Unit Sport a conclu des contrats pour des manifestations sportives à venir pour un montant de 158,1 millions (143,1 millions en 2012). Les acomptes éventuels sont activés sous les stocks de programme.

Des contrats de bail à long terme ont été signés pour un montant approximatif de 122,8 millions (117,3 millions en 2012). 17,8 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 39,4 millions de francs dans deux à cinq ans, et 65,6 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires sont estimés à près de 11,0 millions (14,3 millions en 2012). Les garanties bancaires s'élèvent à 12,7 millions et le cautionnement d'une filiale à 0,2 million.

Des engagements conditionnels envers la Caisse de pension apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore quantifiables prévues entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2018 pour faire face à un abaissement éventuel du taux d'intérêt technique de 3,25% à 2,75% pendant cette période et à la nécessité d'un redressement. L'engagement conditionnel est également valable en cas d'assainissement.

M 28 Instruments financiers dérivés

CHF 1000	Valeurs contractuelles	Valeurs de remplacement	
		Positives	Négatives
Opérations de change à option ouvertes 2012			
Achat EUR	85 034	361	-
Achat USD	14 099	-	246
Total achat	99 133	361	246
Total des opérations de change à option le 31.12.2012			
	99 133	361	246
Opérations de change à option ouvertes 2013			
Achat EUR	84 696	18	306
Achat USD	18 488	-	303
Total achat	103 184	18	609
Total des opérations de change à option le 31.12.2013			
	103 184	18	609

Les instruments financiers dérivés servent à couvrir les futures sorties de fonds uniquement. Il n'est pas prévu d'utiliser de tels instruments à des fins spéculatives.

M 29 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers des institutions de prévoyance du personnel s'élèvent à 0,4 million au 31 décembre 2013.

L'annexe du rapport financier sur les comptes du groupe, point G 31, contient d'autres informations sur les institutions de prévoyance, sur la réserve de cotisations de l'employeur et sur la situation économique.

M 30 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent depuis plusieurs années à l'évaluation systématique des risques. La méthode utilisée a été améliorée en continu et intégrée aux autres instruments de gestion. Le système actuel se base sur un catalogue des risques, qui tient compte des spécificités de la branche audiovisuelle.

La gestion des risques a été définie par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les risques et à engager les mesures nécessaires.

L'an dernier, 12 risques majeurs ont été identifiés dans sept catégories : politique et régulation, marché des capitaux et caisse de pension, actions de la concurrence, projets, conjoncture, modes de consommation et besoins du public, gestion du programme. Les orientations principales ont pu être confirmées une fois l'harmonisation effectuée avec la stratégie d'entreprise. Par ailleurs, des mesures ont été définies, qui permettent de contrôler les risques une fois ceux-ci identifiés.

M 31 Informations complémentaires

Les informations figurent dans l'annexe, point G 35.

M 32 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 2 avril 2014, il ne s'est produit aucun événement majeur qui puisse compromettre la teneur des comptes annuels 2013 et qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

Proposition

Selon le Conseil d'administration du 2 avril 2014, compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2013 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 25 avril 2014 d'approuver les comptes 2013 de la maison mère.

L'exercice 2013 se solde par un bénéfice de 20,1 millions, que nous proposons de verser au compte des réserves provenant des bénéfices.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le Président
Raymond Loretan



Le Directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le compte de profits et pertes, le bilan, le tableau de financement, le tableau de variation des fonds propres et l'annexe (pages 108 – 127) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, conformément aux Swiss GAAP RPC et à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 69b CC en liaison avec l'art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 69b CC en liaison avec l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Martin Gröli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Fredi Widmann
Expert-réviseur agréé

Zurich, le 2 avril 2014

Comptes du groupe 2013

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2013	2012
Redevances radio/tv	G 1	1 203 165	1 188 049
Recettes commerciales	G 2	383 815	401 891
Autres recettes	G 3	60 276	86 848
Diminution de recettes	G 4	-3 115	-3 485
Produit d'exploitation		1 644 141	1 673 303
Charges de personnel	G 5	794 876	938 176
Charges programme et production	G 6	469 570	484 170
Autres charges d'exploitation	G 7	250 816	255 655
Amortissements et corrections de valeur	G 8	103 378	103 246
Charges d'exploitation		1 618 640	1 781 247
Résultat d'exploitation		25 501	- 107 944
Résultat financier	G 9	-4 689	-7 882
Impôts	G 10	-1 289	-1 902
Part des entités associées au résultat		1 504	718
Participations minoritaires		-7	-12
Résultat d'entreprise		21 020	- 117 022

G = comptes du groupe, annexe

Bilan

CHF 1000	Annexe	2013	2012
Liquidités	G 11	220 989	394 423
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	G 12	2 230	2 830
Créances résultant de livraisons et de prestations	G 13	78 701	75 591
Autres créances	G 14	7 654	7 792
Comptes de régularisation actifs	G 15	31 268	17 283
Stocks	G 16	137 420	133 738
Actifs circulants		478 262	631 657
Immobilisations corporelles	G 17	704 141	712 624
Entités associées	G 18	19 702	18 662
Immobilisations financières	G 19	2 534	2 517
Immobilisations incorporelles	G 20	13 047	10 946
Actifs immobilisés		739 424	744 749
ACTIFS		1 217 686	1 376 406
Dettes financières à court terme	G 21	609	270 246
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G 22	73 779	70 701
Encaissement anticipé de la redevance	G 23	188 497	183 676
Autres dettes	G 24	49 081	40 289
Comptes de régularisation passifs	G 25	75 188	81 835
Provisions à court terme	G 26	7 677	173 816
Capitaux étrangers à court terme		394 831	820 563
Dettes financières à long terme	G 27	250 000	-
Provisions à long terme	G 28	60 466	64 967
Capitaux étrangers à long terme		310 466	64 967
Capitaux étrangers		705 297	885 530
Réserve de base		480 000	480 000
Réserves provenant de bénéfices		11 846	128 652
Réserves monnaies étrangères		-591	-869
Résultat d'entreprise		21 020	-117 022
Capitaux propres (sans parts minoritaires)		512 275	490 761
Intérêts minoritaires		114	115
Capitaux propres (intérêts minoritaires compris)		512 389	490 876
PASSIFS		1 217 686	1 376 406

G = comptes du groupe, annexe

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2013	2012
Résultat d'entreprise		21 020	-117 022
Résultat intérêts minoritaires		7	12
Part des entités associées au résultat		-1 504	-718
Amortissements	G 8	102 578	102 460
Corrections de valeur	G 8	800	786
Diminution papiers-valeurs et autres placements à court terme	G 12	600	2 413
Augmentation créances résultant de livraisons et de prestations	G 13	-3 110	-1 235
Diminution autres créances	G 14	138	-806
Augmentation comptes de régularisation actifs	G 15	-13 985	581
Augmentation stocks	G 16	-3 682	-6 038
Augmentation dettes	G 21	363	146
Augmentation engagements découlant de livraisons et de prestations	G 22	3 078	3 091
Augmentation encaissement anticipé de la redevance	G 23	4 821	19 071
Augmentation autres dettes	G 24	8 792	-4 116
Diminution comptes de régularisation passifs	G 25	-6 647	4 307
Diminution provisions à court terme	G 26	-166 139	161 777
Diminution provisions à long terme	G 28	-4 501	-22 024
Augmentation réserves cotisations employeur	G 19	-28	-35
Autres charges sans incidence sur le fonds		1 512	-
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles		-60	-25 874
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles		3	1
Flux de fonds liés à l'exploitation		-55 944	116 777
Acquisition d'immobilisations corporelles		-92 213	-89 999
Vente d'immobilisations corporelles		65	111 265
Vente de titres et de participations	G 19	-	11
Prêt accordé	G 19	-10	-100
Remboursement d'un prêt	G 19	20	20
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-6 303	-6 516
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-98 441	14 681
Free cashflow		-154 385	131 458
Remboursement prêt contre reconnaissance de dette		-270 000	-80 000
Prêt contre reconnaissance de dette		250 000	-
Païement de dividendes aux minoritaires		-8	-3
Païement de dividendes des entités associées		959	942
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-19 049	-79 061
Variation des fonds		-173 434	52 397

G = comptes du groupe, annexe

Le **free cashflow** négatif est intégralement imputable au transfert de 161,5 millions de francs à la Caisse de pension SSR, réalisé dans le cadre du changement de primauté et de l'abaissement du taux technique. Sans cet effet exceptionnel, le groupe aurait affiché un free cashflow positif de 7,1 millions de francs.

Tableau de financement (suite)

CHF 1000	Annexe	2013	2012
Liquidités au 1er janvier		394 423	342 026
Liquidités au 31 décembre		220 989	394 423
Variation des fonds		- 173 434	52 397

Tableau des capitaux propres

CHF 1000	Capitaux propres			Résultat du groupe	Total sans les parts des minoritaires	Parts des minoritaires	Total avec les parts des minoritaires
	Réserve de base	Réserve provenant de bénéfices	Réserve monnaies étrangères				
Solde au 1er janvier 2012	480 000	103 426	- 715	25 226	607 937	106	608 043
Réimputation résultat 2011	-	25 226	-	- 25 226	-	-	-
Ecart monnaies étrangères	-	-	- 154	-	- 154	-	- 154
Paiement de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	-	- 3	- 3
Résultat d'entreprise 2012	-	-	-	- 117 022	- 117 022	12	- 117 010
Solde au 31 décembre 2012	480 000	128 652	- 869	- 117 022	490 761	115	490 876
Réimputation résultat 2012	-	- 117 022	-	117 022	-	-	-
Ecart monnaies étrangères	-	-	278	-	278	-	278
Paiement de dividendes aux minoritaires	-	-	-	-	-	- 8	- 8
Modification du périmètre de consolidation*	-	216	-	-	216	-	216
Résultat d'entreprise 2013	-	-	-	21 020	21 020	7	21 027
Solde au 31 décembre 2013	480 000	11 846	- 591	21 020	512 275	114	512 389

*La modification du périmètre de consolidation provient de l'entité associée Telepool GmbH, Munich.

Principes régissant l'établissement des comptes

L'établissement des comptes du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne (ci-après SSR) intervient en conformité avec les Swiss GAAP RPC. Les comptes du groupe donnent une image du patrimoine, de la situation financière et des résultats conforme à la réalité (true and fair view).

En sus des principes de consolidation détaillés ci-après, il y a lieu de tenir compte des règles de la maison mère figurant dans les principes régissant l'établissement des comptes (page 112) et aux principes d'activation et d'évaluation (page 113).

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes du groupe repose sur la clôture des comptes des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans lesquelles la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles elle exerce un contrôle direct ou indirect sous une autre forme. Le périmètre de consolidation englobe les entreprises suivantes:

Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Maison mère (holding), en la forme d'une association

Sociétés du groupe	2013	2012
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 millions Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs tv suisses et étrangers	100%	100%
Schweizerische Teletext AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 million Teletext et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 million Participations dans le domaine de la radiodiffusion	100%	100%
Publisuisse SA, Berne Capital actions CHF 4,5 millions Commercialisation de la publicité tv et sponsoring	99,8%	99,8%
MCDT AG, Zurich Capital actions CHF 0,1 million Marketing et conseils en matière de radio numérique	100%	100%
Mxlab AG, Berne Capital actions CHF 0,1 million Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales	51%	51%

Radio Events Sàrl, Berne, dans laquelle la SSR détient une participation de 50% au capital initial de 20 000 francs, n'est pas consolidée en vertu du principe d'importance relative; elle figure parmi les autres participations.

Principes de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20% et celles de moindre importance sont activées au prix d'acquisition, compte tenu d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. Les participations entre 20% et 50% sont évaluées selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portées au bilan. Les participations supérieures à 50% sont intégralement consolidées.

La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne d'acquisition. Au moment de l'acquisition ou de la fondation, les capitaux propres de la société consolidée sont compensés par la valeur comptable de la participation dans les comptes annuels de la maison mère (holding). Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères identiques au moment de la première consolidation. Une éventuelle différence provenant de la réévaluation entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est inscrite comme goodwill à l'actif du bilan.

Le goodwill est amorti en principe sur la durée d'utilisation attendue, mais pas plus de 20 ans, avec effet sur le compte de résultat. Le badwill est saisi directement, avec effet sur le compte de résultat.

Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs, les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et la comptabilité des diverses sociétés du groupe sont tenues en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses le jour de la transaction. Les bénéfices et les pertes de cours résultant des transactions en monnaies étrangères sont donc pris en considération dans le compte de résultat.

Les différences de cours résultant de la réévaluation des parts des entités associées au résultat sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Consolidation des dettes, opérations internes et bénéfices internes

Les charges et les produits des sociétés consolidées, mais aussi les dettes et les créances, sont éliminés. Les bénéfices internes sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts différés sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales. Sur ces montants, les impôts sont provisionnés au taux effectif attendu, soit 22% en moyenne.

Annexe

Explications

G1 Redevances radio/tv

CHF 1000	2013	2012
Redevances télévision	758 932	749 526
Redevances radio	444 233	438 523
Total	1 203 165	1 188 049

L'augmentation des recettes issues de la **redevance** de 15,1 millions (+12,9 millions en 2012) s'explique essentiellement par le nombre en constante augmentation de redevances encaissées, qui ont progressé de 1,1% dans le domaine privé.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2013	2012*
Publicité	281 076	293 039
Sponsoring	57 986	64 260
Programme	44 753	44 592
Total	383 815	401 891

***Présentation des résultats nets des recettes publicitaires et des recettes du sponsoring:** afin d'offrir une meilleure lisibilité et une meilleure compréhension, les recettes publicitaires et celles du sponsoring sont exprimés en valeurs nettes. Jusqu'à présent, les recettes brutes publicitaires et celles du sponsoring (après consolidation) apparaissaient sous les recettes commerciales tandis que les honoraires de conseil, les rabais de quantité et rabais spéciaux figuraient sous la diminution de recettes. Ce reclassement n'a pas d'incidence sur le résultat et concerne exclusivement les positions mentionnées.

Au cours de l'exercice sous revue, les **recettes publicitaires** et celles du **sponsoring** ont également affiché une baisse, qui s'élève globalement à 18,2 millions. L'an dernier, le marché publicitaire n'a enregistré qu'un léger recul. Les résultats de l'audience de la télévision durant le premier semestre n'ayant pas encore été publiés, les recettes publicitaires ont fléchi au cours des six premiers mois. Les bons résultats du second semestre n'ont pas été en mesure de compenser cette perte.

G3 Autres recettes

CHF 1000	2013	2012
Contributions	20 139	19 269
Prestations de services	28 288	26 748
Autre produit d'exploitation	11 849	40 831
Total	60 276	86 848

Le produit es **prestations de services** a progressé d'environ 1,5 million en 2013 (-0,5 million en 2012). Les recettes supplémentaires proviennent principalement des redevances de 1,4 million liées aux droits d'auteur pour les droits de retransmission des productions de la maison mère.

Le recul de plus de 29 millions (+27,3 millions) des **autres produits d'exploitation** est principalement imputable à la vente en 2012 du bâtiment de la Giacomettistrasse à Berne et aux indemnités perçues la même année dans le cadre de l'abandon d'un projet chez Publisuisse.

G4 Diminutions de recettes

CHF 1000	2013	2012*
Diminutions	-3 115	-3 485
Total	-3 115	-3 485

***Présentation des résultats nets des recettes publicitaires et des recettes du sponsoring:** afin d'offrir une meilleure lisibilité et une meilleure compréhension, les recettes publicitaires et du sponsoring sont exprimés en valeurs nettes. Jusqu'à présent, les recettes brutes publicitaires et du sponsoring (après consolidation) étaient inscrites dans les recettes commerciales tandis que les honoraires de conseil, les rabais de quantité et rabais spéciaux figuraient sous la diminution de recettes. Ce reclassement n'a pas d'incidence sur le résultat et concerne exclusivement les positions mentionnées. Cf. annexe des comptes consolidés G 2.

G5 Charges de personnel

CHF 1000	2013	2012
Salaires	638 555	636 107
indemnités	25 028	26 163
Prestations sociales	111 101	256 120
Autres charges de personnel	20 192	19 786
Total	794 876	938 176

Les **salaires** ont enregistré une hausse de 2,4 millions au cours de l'exercice clôturé (+14,2 millions en 2012). Les dépenses supplémentaires d'un total de 5,6 millions dues aux mesures salariales individuelles, à l'extension structurelle des services centraux et aux paiements de compensation découlant de la suppression du forfait de journaliste, sont principalement atténuées par la mise en oeuvre de mesures de restructuration. Les **indemnités** reculent de 1,1 million de francs (-1,9 million en 2012), principalement en raison des effets décrits dans les comptes de la maison mère (cf. annexe des comptes de la maison mère M 5).

La disparition de l'effet de l'année précédente (constitution d'une provision pour la Caisse de pension dans le cadre du changement de primauté et ajustement de 143,3 millions du taux d'intérêt technique) explique en grande partie la diminution des **prestations sociales**. Au cours de l'exercice sous revue, celles-ci ont diminué de 145 millions (+144,9 millions en 2012) pour atteindre le niveau de 2011.

G6 Charges programme et production

CHF 1000	2013	2012
Indemnités artistes et auteurs	30 784	33 180
Droits d'auteur	109 075	119 210
Productions de tiers et commandes	224 756	243 856
Charges de liaisons et de lignes	93 334	96 038
Charges diverses programme et production	8 370	2 282
Variation des stocks de programmes	3 251	-10 396
Total	469 570	484 170

Les **indemnités pour les artistes et les auteurs** ont pu être réduites de 2,4 millions par rapport à 2012 (+0,4 million en 2012) grâce à la mise en oeuvre de mesures d'économie.

La diminution de 10,1 millions (+12 millions en 2012) des **droits d'auteur** s'explique par l'absence de grandes manifestations sportives.

Dans le domaine des **productions de tiers et commandes**, la SSR enregistre un recul de 19,1 millions (+31,2 millions en 2012). Ce recul s'explique principalement par la tendance actuelle à revenir aux productions maison, d'où une chute des productions achetées à des tiers.

Les **charges diverses programme et production** augmentent de 6,1 millions (-15,4 millions en 2012) en raison de l'accroissement des productions maison.

G7 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2013	2012
Entretien et remplacement	58 087	56 138
Frais administratifs et publicité	67 176	66 638
Communication, logistique et frais	55 690	58 659
Autres charges	69 863	74 220
Total	250 816	255 655

La progression de 1,9 million (–4,0 millions en 2012) des dépenses d'**entretien et de remplacement** est principalement liée à des travaux d'entretien et de maintenance de l'immobilier.

L'absence de grandes manifestations sportives a entraîné une réduction de la position **communication, logistique et frais**. Au cours de l'exercice sous revue, celle-ci s'est rétractée de 3 millions (–0,6 million en 2012), dû en particulier à la diminution des frais du personnel.

Les **autres charges** ont reflué de 4,4 millions (–9,7 millions en 2012), ce qui s'explique par la suppression des coûts liés, dans le bilan précédent, à la réalisation du bâtiment de la Giacomettistrasse (–2,4 millions) et par les réductions de frais diverses réalisées sur les projets en cours.

G8 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2013	2012
Amortissements prévus immobilisations corporelles	97 836	99 353
Dépréciations immobilisations corporelles	800	786
Immobilisations corporelles	98 636	100 139
Dépréciations immobilisations financières	-	-
Immobilisations financières	-	-
Amortissements prévus valeurs incorporelles	4 742	3 107
Dépréciations valeurs incorporelles	-	-
Valeurs incorporelles	4 742	3 107
Total	103 378	103 246

Les **amortissements prévus** pour les **immobilisations corporelles** ont diminué de 1,5 million, en particulier pour les bâtiments. Les **amortissements prévus** pour les **immobilisations incorporelles** affichent une hausse de 1,6 million qui s'explique essentiellement par le lancement de la nouvelle plate-forme Internet de SRF, amorti sur trois ans.

G9 Résultat financier

CHF 1000	2013	2012
Produits financiers	4 962	5 970
Charges financières	–9 651	–13 852
Total	–4 689	–7 882

La **perte financière nette** s'est réduite de 3,2 millions par rapport à l'an dernier. Grâce au remboursement de capital étranger et à un nouvel emprunt à un taux plus avantageux, les intérêts du capital étranger ont diminué de 3 millions, allégeant de manière significative les charges financières.

G 10 Impôts

CHF 1000	2013	2012
Impôts courants	-907	-1 702
Variation impôts différés	-382	-200
Total	-1 289	-1 902

La maison mère est exonérée d'impôts. Les **impôts courants** et les **impôts différés** ne concernent donc que les filiales.

G 11 Liquidités

CHF 1000	2013	2012
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	220 879	394 328
Fonds assimilés à des liquidités	110	95
Total	220 989	394 423

Les **liquidités** se sont contractées de 173,4 millions (+52,4 millions en 2012). Les détails figurent dans le tableau de financement du groupe.

G 12 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2013	2012
Instruments financiers dérivés	18	360
Papiers-valeurs	2 212	2 470
Total	2 230	2 830

Les **papiers-valeurs et autres placements à court terme** sont des titres à court terme, pas des immobilisations financières. Les instruments financiers dérivés sont détaillés dans les comptes de la maison mère (annexe), sous M 28.

G 13 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2013	2012
Tiers	81 666	79 371
Sociétés proches	569	11
Corrections de valeur	-3 534	-3 791
Total	78 701	75 591

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** ont progressé de 3,1 millions (+1,2 millions en 2012), en ligne avec l'activité ordinaire.

G 14 Autres créances

CHF 1000	2013	2012
Tiers	7 654	7 792
Total	7 654	7 792

Par rapport à 2012 (-0,8 million), les **autres créances** reculent de 0,1 million, en ligne avec l'activité ordinaire.

G 15 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2013	2012
Tiers	31 268	17 283
Total	31 268	17 283

Les **comptes de régularisation actifs**, qui intègrent les positions habituelles, affichent une progression de 14,0 millions (-0,6 million en 2012), du fait d'entrées avant le jour de référence de livraisons et de prestations effectuées durant le nouvel exercice et de la modification de redevances de réception radio et tv non encore encaissées.

G 16 Stocks

CHF 1000	2013	2012
Paiements anticipés de programmes	27 601	20 775
Productions maison	44 590	49 318
Productions de tiers	64 654	63 943
Corrections de valeurs	-977	-1 743
Stocks de programmes	108 267	111 518
Stocks de marchandises	1 552	1 445
Stocks	137 420	133 738

Les **productions maison** et **productions de tiers** comprennent exclusivement des productions tv qui n'ont pas encore été diffusées. Compte tenu des corrections de valeur, elles ont baissé de 3,3 millions (+10,3 millions en 2012).

Les **paiements anticipés** affichent une hausse de 6,8 millions (-4,5 millions en 2012); 22,2 millions (14,6 millions en 2012) sont imputables aux droits sportifs des prochaines années.

G 17 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Solde au 1.1.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2012
Immobilisations en construction et paiements anticipés	60 219	31 585	-192	-41 737	49 875
Terrains	26 951	-	-4 209	-	22 742
Bâtiments	1 013 030	8 200	-108 490	10 605	923 345
Moyens de production	645 356	41 939	-25 315	17 511	679 491
Informatique	88 720	8 005	-4 905	10 829	102 649
Autres immobilisations corporelles	43 408	801	-3 320	213	41 102
Valeurs d'acquisition	1 877 684	90 530	-146 431	-2 579	1 819 204
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-59	-	-	-	-59
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-401 851	-34 090	19 015	-2	-416 928
Moyens de production	-448 430	-50 439	23 311	-	-475 558
Informatique	-64 733	-11 458	4 490	45	-71 656
Autres immobilisations corporelles	-32 707	-3 366	3 336	-43	-32 780
Amortissements prévus	-947 780	-99 353	50 152	-	-996 981
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-94 148	-52	8 758	-	-85 442
Moyens de production	-20 385	-439	1 504	-	-19 320
Informatique	-3 937	-222	47	-	-4 112
Autres immobilisations corporelles	-651	-74	-	-	-725
Dépréciations	-119 121	-787	10 309	-	-109 599
Immobilisations en construction et paiements anticipés	60 160	31 585	-192	-41 737	49 816
Terrains	26 951	-	-4 209	-	22 742
Bâtiments	517 031	-25 942	-80 717	10 603	420 975
Moyens de production	176 541	-8 939	-500	17 511	184 613
Informatique	20 050	-3 675	-368	10 874	26 881
Autres immobilisations corporelles	10 050	-2 639	16	170	7 597
Valeurs comptables nettes	810 783	-9 610	-85 970	-2 579	712 624

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2013
Immobilisations en construction et paiements anticipés	49 875	38 504	238	-16 576	72 041
Terrains	22 742	-	-	-	22 742
Bâtiments	923 345	4 536	-3 383	7 876	932 374
Moyens de production	679 491	37 906	-60 510	7 243	664 130
Informatique	102 649	9 881	-19 368	656	93 818
Autres immobilisations corporelles	41 102	1 354	-2 357	261	40 360
Valeurs d'acquisition	1 819 204	92 181	-85 380	-540	1 825 465
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-59	-	59	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-416 928	-32 807	3 364	-	-446 371
Moyens de production	-475 558	-50 810	54 866	-	-471 502
Informatique	-71 656	-11 250	17 506	-	-65 400
Autres immobilisations corporelles	-32 780	-2 969	2 218	-	-33 531
Amortissements prévus	-996 981	-97 836	78 013	-	-1 016 804
Immobilisations en construction et paiements anticipés	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Bâtiments	-85 442	-268	47	-	-85 663
Moyens de production	-19 320	-519	4 304	-	-15 535
Informatique	-4 112	-5	1 406	-	-2 711
Autres immobilisations corporelles	-725	-8	122	-	-611
Dépréciations	-109 599	-800	5 879	-	-104 520
Immobilisations en construction et paiements anticipés	49 816	38 504	297	-16 576	72 041
Terrains	22 742	-	-	-	22 742
Bâtiments	420 975	-28 539	28	7 876	400 340
Moyens de production	184 613	-13 423	-1 340	7 243	177 093
Informatique	26 881	-1 374	-456	656	25 707
Autres immobilisations corporelles	7 597	-1 623	-17	261	6 218
Valeurs comptables nettes	712 624	-6 455	-1 488	-540	704 141

Les acomptes figurant dans les **immobilisations en construction et paiements anticipés** s'élèvent à 1,4 million (5,5 millions en 2012). Le recul de la valeur inscrite au bilan de 2,5 millions est principalement le fait d'une campagne d'assainissement et de remplacement des moyens de production et des outils informatiques de la maison mère et du TPC d'une valeur de 1,5 million. Dans le cadre de l'estimation périodique de la valeur vénale des terrains, une partie de bâtiment sur le site de Zurich a dû être déplacée (0,2 million). Les autres dépréciations sont imputables à l'obsolescence technologique. La valeur d'assurance incendie des immobilisations corporelles s'élève à 1713,2 millions (1625,1 millions en 2012).

G 18 Entités associées

CHF 1000	2013	2012
Entités associées	19 702	18 662
Total	19 702	18 662

La hausse de valeur de 1,0 million (-0,4 million en 2012) des **entités associées** s'explique par la mise en équivalence. Aucune participation supplémentaire n'a été acquise ou cédée.

G 19 Immobilisations financières

CHF 1000	Solde au 1.1.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2012
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	10	100	-20	-	90
Participations	307	-	-11	579	875
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 094	35	-	-	2 129
Valeurs d'acquisition	2 413	135	-31	579	3 096
Titres	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-579	-579
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-579	-579
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	10	100	-20	-	90
Participations	307	-	-11	-	296
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 094	35	-	-	2 129
Valeurs comptables nettes	2 413	135	-31	-	2 517

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2013
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	90	10	-20	-	80
Participations	875	-	-1	-	874
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 129	28	-	-	2 157
Valeurs d'acquisition	3 096	38	-21	-	3 113
Titres	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-
Participations	-579	-	-	-	-579
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	-	-	-	-	-
Dépréciations	-579	-	-	-	-579
Titres	2	-	-	-	2
Prêts	90	10	-20	-	80
Participations	296	-	-1	-	295
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	2 129	28	-	-	2 157
Valeurs comptables nettes	2 517	38	-21	-	2 534

La participation de CHF 1 000 dans MCH Messe Basel a été reclassée sous les papiers-valeurs des actifs circulants car elle sera vendue en 2014.

G20 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Solde au 1.1.2012	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2012
Logiciels et licences	28 535	6 454	-39	2 536	37 486
Autres immobilisations incorporelles	1 739	63	-2	43	1 843
Valeurs d'acquisition	30 274	6 517	-41	2 579	39 329
Logiciels et licences	-23 233	-2 598	39	-	-25 792
Autres immobilisations incorporelles	-1 272	-316	2	-	-1 586
Amortissements prévus	-24 505	-2 914	41	-	-27 378
Logiciels et licences	-859	-146	-	-	-1 005
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Dépréciations	-859	-146	-	-	-1 005
Logiciels et licences	4 443	3 710	-	2 536	10 689
Autres immobilisations incorporelles	467	-253	-	43	257
Valeurs comptables nettes	4 910	3 457	-	2 579	10 946

CHF 1000	Solde au 1.1.2013	Entrées	Sorties	Reclassifi- cations	Solde au 31.12.2013
Logiciels et licences	37 486	5 993	-256	540	43 763
Autres immobilisations incorporelles	1 843	310	-335	-	1 818
Valeurs d'acquisition	39 329	6 303	-591	540	45 581
Logiciels et licences	-25 792	-4 570	256	-	-30 106
Autres immobilisations incorporelles	-1 586	-172	335	-	-1 423
Amortissements prévus	-27 378	-4 742	591	-	-31 529
Logiciels et licences	-1 005	-	-	-	-1 005
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Dépréciations	-1 005	-	-	-	-1 005
Logiciels et licences	10 689	1 423	-	540	12 652
Autres immobilisations incorporelles	257	138	-	-	395
Valeurs comptables nettes	10 946	1 561	-	540	13 047

Les entrées de **valeurs incorporelles** s'expliquent en grande partie par la seconde phase de relance des activités web de SRF pour 3,4 millions (4,3 millions en 2012). La hausse des amortissements prévus est elle aussi en grande partie imputable à cette relance (1,5 million), dont l'amortissement se fait sur trois ans.

G21 Dettes financières à court terme

CHF 1000	2013	2012
Prêt contre reconnaissance de dette	-	270 000
Autres dettes financières à court terme	609	246
Total	609	270 246

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 270,0 millions a été remboursé en deux tranches en 2013 et remplacé par un nouveau prêt de 250,0 millions accordé par PostFinance. Pour davantage d'informations, voir G 27. Le détail des **instruments financiers dérivés** figure sous le point M 28 de l'annexe de la maison mère.

G22 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2013	2012
Tiers	72 272	68 875
Sociétés proches	1 507	1 826
Total	73 779	70 701

La hausse de 3,1 millions (+3,1 millions en 2012) observée au plan des **engagements découlant de livraisons et de prestations** est liée aux opérations réalisées durant l'exercice et se situe au niveau habituel.

G23 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2013	2012
Encaissement anticipé de la redevance	188 497	183 676
Total	188 497	183 676

Comme la **redevance** est facturée une seule fois par an et que le processus ordinaire veut qu'elle soit acheminée à la SSR, une partie a déjà été encaissée pour l'année suivante. Elle est considérée comme un encaissement anticipé (position au passif). Durant l'exercice sous revue, les encaissements anticipés affichent une hausse de 4,8 millions (+19,1 millions en 2012).

G24 Autres dettes

CHF 1000	2013	2012
Tiers	48 930	40 144
Sociétés proches	151	145
Total	49 081	40 289

Les **autres dettes** ont augmenté de 8,8 millions (-4,1 millions en 2012) et sont essentiellement dues à la hausse des acomptes versés par les clients (+7,5 millions), aux factures déjà saisies de nos partenaires sociaux pour les indemnités journalières maladie et accident (+3,2 millions) et au recul des engagements envers les collaborateurs (-1,9 million).

G25 Comptes de régularisation passifs

CHF 1000	2013	2012
Tiers	75 188	81 835
Total	75 188	81 835

Par rapport à 2012, les **comptes de régularisation passifs** ont chuté de 6,6 millions (+4,3 millions en 2012). Les raisons principales en sont le recul des régularisations des temps (-2,2 millions) et la baisse considérable des intérêts courus du prêt contre reconnaissance de dette (-3,9 millions) en raison de son refinancement.

G26 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable 1.1.2012	1 602	7 467	2 950	20	12 039
Constitution	161 893	2 256	1 313	7	165 469
Utilisation	-1 087	-4 977	-392	-	-6 456
Dissolution	-106	-2 062	-783	-	-2 951
Reclassification court/long terme	521	2 188	3 006	-	5 715
Valeur comptable 31.12.2012	162 823	4 872	6 094	27	173 816
Constitution	94	3 275	1 911	4	5 284
Utilisation	-162 442	-2 447	-2 399	-	-167 288
Dissolution	-281	-1 310	-3 662	-	-5 253
Reclassification court/long terme	-100	-1 317	2 535	-	1 118
Valeur comptable 31.12.2013	94	3 073	4 479	31	7 677

Les provisions constituées en 2012 (161,5 millions) ont été utilisées subséquentemnt à l'acceptation du changement de primauté de la Caisse de pension et à l'ajustement du taux d'intérêt technique ayant eu lieu durant l'exercice sous revue. Ces provisions figurent sous la rubrique **personnel et prévoyance**. Le solde de 0,1 million ne comprend plus que les provisions pour paiements de compensation intervenus en cours d'année. La constitution des **provisions de restructuration** (3,3 millions) et le solde actuel sont liés aux projets de convergence et d'efficacité en cours. Les **autres provisions** concernent principalement des litiges juridiques en cours à hauteur 1,8 million (0,7 million en 2012) et de frais de remise en état de bâtiments loués et de parties de bâtiment de la maison mère. 0,4 million est lié aux provisions pour les licences supplémentaires.

G27 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2013	2012
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	-
Total	250 000	-

Le **prêt contre reconnaissance de dette** de 270,0 millions a été remboursé en 2013 (voir G 21) et remplacé par un nouveau prêt de 250 millions auprès de PostFinance sur 10 ans (échéance fin septembre 2023).

G 28 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructu- ration	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable 1.1.2012	66 834	2 569	16 351	1 237	86 991
Constitution	7 693	54	2 601	919	11 267
Utilisation	-4 264	-	-801	-	-5 065
Dissolution	-18 161	-	-3 624	-726	-22 511
Reclassification	-521	-2 188	-3 006	-	-5 715
Valeur comptable 31.12.2012	51 581	435	11 521	1 430	64 967
Constitution	6 296	-	1 074	1 271	8 641
Utilisation	-7 777	-	-1 488	-	-9 265
Dissolution	-	-13	-1 853	-893	-2 759
Reclassification	100	1 317	-2 535	-	-1 118
Valeur comptable 31.12.2013	50 200	1 739	6 719	1 808	60 466

Les provisions à long terme **personnel et prévoyance** couvrent les soldes temps des collaborateurs et les primes de fidélité à hauteur de 50,2 millions (48,7 millions en 2012). Dans le cadre du calcul actuariel, les primes de fidélité ont été escomptées des taux d'intérêt versés à la Caisse au titre des obligations fédérales (état décembre 2013).

Les **provisions de restructuration** comprennent les provisions de la maison mère pour les plans sociaux élaborés dans le cadre des projets de convergence et d'efficience.

Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 1,7 million (5,0 millions en 2012) et de provisions pour les frais de remise en état de bâtiments loués et de parties de bâtiment à hauteur de 2,3 millions (3,6 millions en 2012). Les provisions restantes se répartissent entre diverses moindres positions.

Autres indications

G 29 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan

A l'échelle du groupe, les obligations d'acceptation portant sur des films ou des séries s'élèvent à 44,6 millions (66,9 millions en 2012) pour différentes associations cinématographiques suisses. Les droits sportifs sur des événements à venir se chiffrent à 158,1 millions (143,1 millions en 2012).

Des contrats de bail à long terme ont été signés pour un montant approximatif de 128,1 millions (121,3 millions en 2012). 19,2 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 43,4 millions dans deux à cinq ans et 65,5 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires sont estimés à près de 11,0 millions (14,3 millions). Les garanties bancaires s'élèvent à 12,7 millions et le cautionnement d'une filiale à 0,2 million.

Des engagements conditionnels envers la Caisse de pension apparaissent en rapport avec le changement de primauté. Ils concernent des dépenses non encore quantifiables prévues entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2018 pour faire face à un abaissement éventuel du taux d'intérêt technique de 3,25% à 2,75% pendant cette période et à la nécessité d'un assainissement.

G 30 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés uniquement par la maison mère (voir M 28, comptes maison mère).

G 31 Institution de prévoyance

Les états financiers sont établis selon la norme Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sur la SSR sont évaluées et activées à la date du bilan. Les plans de prévoyance de la SSR sont en partie en primauté des cotisations et en partie en primauté des prestations. Les actifs de ces plans sont gérés indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales par des institutions de prévoyance autonomes sur le plan juridique. Le financement des plans de prévoyance est assuré par des cotisations employé et des cotisations employeur, à l'exception de la caisse des cadres de la maison mère, financée par l'employeur. Le personnel de la SSR est assuré contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Au 31 décembre 2013, on dénombrait 6799 assurés actifs (6933 en 2012) et 1861 bénéficiaires de prestations (1624 en 2012).

La réserve de cotisations de l'employeur et la situation économique (avantages en faveur des institutions de prévoyance ou engagements à leur charge) ont évolué comme suit :

Réserve de cotisations de l'employeur

CHF 1000	Valeur nominale 31.12.13	Renon- cia-tion à l'utili-sa-tion 31.12.13	Autres correc-tions de valeur 31.12.13	Consti- tution 31.12.13	Bilan 31.12.13	Bilan 31.12.12	Résultat réserves dans charges personnel	
							2013	2012
Fonds patronaux/institu- tions de prévoyance	2 157	-	-	-	2 157	2 129	28	6
Total	2 157	-	-	-	2 157	2 129	28	6

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

CHF 1000	Excédent/ déficit 31.12.13	Part économique de l'entité 31.12.13	31.12.12	Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
						2013	2012
Prévoyance cadres MCDT	2	-	-	-	15	15	15
Prévoyance cadres TPC	36	-	-	-	363	363	346
Prévoyance cadres SSR maison mère	360	-	-	-	3 771	3 771	3 567
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	398	-	-	-	4 149	4 149	3 928
MxLab	-	-	-	-	13	13	17
MCDT	-	-	-	-	24	24	31
TPC (PK SRG SSR idée suisse)	-	-	-	-	4 770	4 770	5 833
SRG Stammhaus (PK SRG SSR idée suisse)	-	-	-	-	42 041	42 041	43 167
Plan de prévoyance sans excé- dent / déficit de couverture	-	-	-	-	46 848	46 848	49 048
Schweizerische Teletext Perso- nalvorsorgestiftung	254	-	-	-	1 097	1 097	1 144
Publisuisse (Bâloise Assurances)	2 726	-	-	-	896	896	883
Plan de prévoyance avec excé- dent de couverture	2 980	-	-	-	1 993	1 993	2 027
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total	3 378	-	-	-	52 990	52 990	55 003

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques des engagements de prévoyance sur l'employeur sont évaluées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture annuelle du 31 décembre 2012. En présence d'éléments indiquant que la situation a connu des développements notables, il y a lieu de tenir compte de leur influence. Au 31 décembre 2013, le taux de couverture était de 102,1%.

Changement de primauté et taux technique

Le 1er janvier 2014, la CPS est passée du système de primauté des prestations au système de primauté des cotisations et le taux d'intérêt technique a été abaissé de 4% à 3,25%. En 2013, afin de combler le manque ainsi généré dans la réserve mathématique, la SSR a soutenu la CPS avec une prestation en capital unique de 161,5 millions. Grâce à cette mesure et à l'évolution des marchés des capitaux, le taux de couverture de la Caisse de pension se maintiendra autour de 100%.

Dans le cadre du changement de primauté, la CPS propose désormais trois plans de prévoyance. La génération de transition (55 ans et plus) reste assurée en primauté de prestations tandis que le personnel du plan de prévoyance A, avec un salaire mensuel, et le personnel du plan de prévoyance B, avec un salaire horaire, passent à une assurance en primauté de cotisations. Prévoyant une diminution des intérêts, la CPS doit augmenter les contributions mensuelles à la Caisse de pension. En conséquence, les cotisations augmentent d'environ 1% pour l'ensemble des assurés, tandis que l'employeur verse 2% de cotisations supplémentaires.

La SSR se déclare prête à amortir le transfert des risques de placement sur les collaborateurs et collaboratrices actifs pendant cinq ans au plus après le changement de primauté, et à financer les coûts de la réserve mathématique manquante liée aux départs à la retraite qui résulteraient de la nécessité d'une nouvelle réduction du taux d'intérêt technique à moins de 3,25% jusqu'à un minimum de 2,75%.

Si un assainissement de la CPS s'avérait nécessaire dans les cinq ans à partir du changement de primauté, ces frais d'assainissement seraient supportés à 60% par la SSR et à 40% par les employés.

G 32 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers des institutions de prévoyance se montent à 1,8 million au 31 décembre 2013 (1,4 million en 2012).

G 33 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent depuis plusieurs années à l'évaluation systématique des risques. La méthode utilisée a été améliorée en continu et intégrée aux autres instruments de gestion. Le système actuel se base sur un catalogue des risques, qui tient compte des spécificités de la branche audiovisuelle.

Les responsabilités et la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués au niveau des principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les risques et à engager les mesures et les projets nécessaires.

Durant l'exercice sous revue, 12 risques majeurs ont été identifiés dans sept catégories : politique et régulation, marché des capitaux et caisse de pension, actions de la concurrence, projets, conjoncture, habitudes de consommation et besoins du public, gestion du programme. Les orientations principales ont pu être confirmées une fois l'harmonisation effectuée avec la stratégie d'entreprise. Par ailleurs, des mesures ont été définies, qui permettent de contrôler les risques une fois ceux-ci identifiés.

G 34 Événements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de groupe par le Conseil d'administration le 2 avril 2014, il ne s'est produit aucun événement majeur qui puisse compromettre la teneur des comptes annuels 2013 et qu'il faille publier dans le présent rapport.

G35 Informations complémentaires

Produit d'exploitation 2012

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Redevances	438,5	749,5	-	1 188,0
Recettes commerciales	18,4	377,0	6,5	401,9
Autres produits	7,7	8,4	70,7	86,8
Diminution de recettes	-0,1	-3,3	-0,1	-3,5
Total	464,5	1 131,6	77,1	1 673,2

Charges d'exploitation 2012

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et TPC	133,7	396,0	21,9	551,6
Radio Télévision Suisse (RTS)	114,5	266,6	2,5	383,6
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	71,3	163,3	2,3	236,9
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	14,4	10,3	0,4	25,1
Swissinfo	6,1	14,2	-	20,3
Unités d'organisation nationales	120,2	397,6	5,6	523,4
Autres sociétés filiales	-	32,8	7,5	40,3
Total	460,2	1 280,8	40,2	1 781,2

Résultat d'exploitation 2012	4,3	-149,2	36,9	-108,0
-------------------------------------	------------	---------------	-------------	---------------

Produit d'exploitation 2013

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Redevances	444,2	758,9	-	1 203,1
Recettes commerciales	19,9	359,2	4,7	383,8
Autres produits	8,3	9,5	42,5	60,3
Diminution de recettes	-	-3,0	-0,1	-3,1
Total	472,4	1 124,6	47,1	1 644,1

Charges d'exploitation 2013

CHF mio	Radio	TV	Activités des tiers	Total
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et TPC	135,5	413,5	16,7	565,7
Radio Télévision Suisse (RSR)	114,9	267,6	2,8	385,3
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	75,0	160,4	2,3	237,7
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	15,3	9,8	0,3	25,4
Swissinfo	5,2	12,1	-	17,3
Unités d'organisation nationales	85,2	247,4	-	332,6
Autres sociétés filiales	2,4	44,3	7,9	54,6
Total	433,5	1 155,1	30,0	1 618,6

Résultat d'exploitation 2013	38,9	-30,5	17,1	25,5
-------------------------------------	-------------	--------------	-------------	-------------

Personnel

	Postes à plein temps		Personnes au 31. 12.	
	2013	2012	2013	2012
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et TPC	2 375	2 344	3 103	3 112
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 597	1 581	1 912	1 930
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 089	1 068	1 233	1 208
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	128	128	170	171
Swissinfo	85	96	107	113
Unités d'organisation nationales	477	446	554	534
Autres sociétés filiales	229	227	297	289
Total	5 980	5 890	7 376	7 357

G36 Liste des participations

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale en 1000	Participation SSR en %	Méthode de consolida- tion*
Sociétés du groupe (participation entre 50% et 100%)				
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs tv suisses et étrangers	CHF	10 010	100	intég.
Publisuisse SA, Berne Commercialisation de la publicité tv et sponsoring	CHF	4 500	99,8	intég.
Teletext Suisse SA, Bienne Teletext et Data Broadcast	CHF	1 000	100	intég.
Telvetia SA, Berne Participations dans la domaine de la radiodiffusion	CHF	1 000	1 000	intég.
MCDT AG, Zurich Marketing et conseil en matière de radio numérique, filiale de Telvetia SA	CHF	100	100	intég.
Mxlab AG, Berne Développement, exploitation et commercialisation de plateformes musicales, filiale de Telvetia SA	CHF	100	51	intég.
Sociétés en participation (participation entre 20% et 49%)				
Telepool Sàrl, Munich Acquisition, réalisation et commercialisation de productions tv, films, supports image et son en Suisse et à l'étranger, filiale de Telvetia SA	EUR	5 000	26	équiv.
SMD Schweizer Mediendatenbank SA, Zurich Exploitation d'une banque de données online pour les médias	CHF	900	33	équiv.
Swiss MediaCast SA, Zurich Mise en place, exploitation et développement d'infrastructures radio/tv	CHF	1 030	29	équiv.
Viasuisse SA, Bienne Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	42	équiv.
Autres participations (participation inférieure à 20% ou de moindre importance)				
CORSI, Lugano (coopérative)	CHF	296	0,2	v.a.
Euronews (Secemie) SA, Lyon	EUR	4 033	9	v.a.
Institut für Rundfunktechnik Sàrl, Munich	EUR	140	6	v.a.
Radio Events Sàrl, Berne	CHF	20	50	v.a.
Radio Lac SA, Genève	CHF	600	2	v.a.
Romandie Médias SA, Neuchâtel	CHF	500	10	v.a.
Agence Télégraphique Suisse SA, Berne	CHF	2 000	10	v.a.
Sonal SA, Genève	CHF	1 100	2	v.a.
TV5 Monde SA, Paris	EUR	137	11	v.a.

* Méthode de consolidation : (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, v.a. (valeur d'acquisition)

Proposition

Selon la séance du Conseil d'administration du 2 avril 2014, compte tenu des commentaires qui précèdent sur les comptes de groupe 2013 et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 25 avril 2014 d'approuver les comptes du groupe 2013.

SRG SSR

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le Président
Raymond Loretan



Le Directeur général
Roger de Weck

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le compte de profits et pertes, le bilan, le tableau de financement, le tableau de variation des fonds propres et l'annexe (pages 129 - 152) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Martin Gröli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Fredi Widmann
Expert-réviseur agréé

Zurich, le 2 avril 2014